

# CHRONIQUE

## de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité  
[www.chroniquedelasemaine.com](http://www.chroniquedelasemaine.com)

Terrorisme au Togo /rencontre entre gouvernement et partis politiques :  
**Malgré l'urgence de l'heure, la DMK sombre toujours dans sa politique politicienne** P.3



La rencontre du PM avec les partis politiques



Les responsables de la DMK au lendemain de la rencontre

Au lieu d'une amnistie, Laurent Gbagbo gratifié d'une grâce présidentielle



Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara

**Un guet-apens de Ouattara déjà mis à nu** P.6

**CNSS : Les opérations de contrôle de vie des pensionnés et rentiers reprennent le 16 août** P.2



Ingrid AWADE, Directrice Générale de la CNSS

Mousson au Togo :  
**Que risque-t-on lorsqu'il fait froid ?** P.6

Promotion du génie togolais :

**Le Portraitiste Akoégbé SATCHI reçu à la présidence** P.3



La Ministre Sandra Ablamba Johnson, Secrétaire Générale de la présidence avec le portraitiste Akoégbé Satchi

**Le nouveau bureau du Conseil de l'Ordre national des pharmaciens décline son orientation au Premier ministre** P.5



**L'UPHETO : Thaddée Dieudonné Kossivi prend la tête de l'Union** P.5



# CNSS : Les opérations de contrôle de vie des pensionnés et rentiers reprennent le 16 août

**L'opération de contrôle de vie des pensionnés et rentiers relevant du régime de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) résident au Togo et à l'étranger reprend du 16 août au 31 décembre 2022 en vue du paiement des pensions et rentes du premier semestre 2023.**

**Caisse nationale de la Sécurité sociale -CNSS  
Communique**



**Ingrid AWADE, Directrice Générale de la CNSS**

Opération de contrôle de vie des pensionnés et rentiers relevant du régime de la Caisse Nationale de Sécurité

Sociale résident au Togo et à l'étranger

Le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) du Togo porte à la connaissance des bénéficiaires de pensions et de rentes relevant du régime de ladite institution, résidant sur le territoire national et à l'étranger, que l'opération de contrôle de vie précédemment suspendue dans le cadre du respect des mesures barrières édictées par le gouvernement pour lutter contre la propagation du COVID-19, reprend du 16 août au 31 décembre 2022 en vue du paiement des pensions et rentes du premier semestre 2023.

Elle se déroulera à distance et consistera à collecter des

données biométriques des bénéficiaires via « BIOSECU » sur le portail électronique [www.cnss.tg](http://www.cnss.tg) ou par le lien <https://biosecu.cnss.tg>.

NB : Les bénéficiaires concernés doivent disposer d'une pièce d'identité valide (carte nationale d'identité, passeport, carte d'électeur, permis de conduire, carte de séjour, livret FUSEC) et d'un numéro de téléphone opérationnel puis se référer à la notification d'attribution du droit ou au reçu du dernier contrôle de vie pour relever les références du droit (N° du droit, N° Assurance) avant se connecter à « BIOSECU ».

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter le (+228) 22 53 56 09/ 22 53 56 10 ; Email : [bioscecu@cnss.tg](mailto:bioscecu@cnss.tg).

Le Directeur Général de la CNSS rappelle aux bénéficiaires concernés, que le paiement des droits de ceux qui n'effectueront pas ladite opération sera suspendue à compter du 1er janvier 2023 conformément au code de sécurité.

Fait à Lomé, le 4 août 2022.

**Le Directeur Général  
Ingrid AWADE**

## School Assur : Après 5 ans, un bilan au-delà des attentes

**L'engagement et l'action des autorités pour la sérénité et performance dans le secteur éducatif au Togo ne sont plus à démontrer. C'est dans cette optique qu'un programme dénommé School Assur mis en place par le chef de l'État Faure Gnassingbé depuis 2017 dans le cadre de sa politique de « l'éducation pour tous » prend en charge beaucoup de préoccupations des apprenants dans plusieurs domaines. Après cinq ans d'activités le bilan révèle près 2,5 millions d'élèves déjà touchés. Un résultat au delà des prévisions.**



Conçu spécialement pour suivre gratuitement des écoliers et élèves de plus de 6 000 établissements d'enseignement public à travers le pays, ce projet humanitaire intervient dans les domaines comme les consultations, hospitalisations, sollicitations de pharmacies et les opérations chirurgicales. Il soutient aussi les cantines scolaires.

En 2021, plus de 94 700 élèves ont eu accès à 14 207 000 repas chauds dans 337 écoles primaires publiques du pays. La scolarisation des

plus jeunes et des jeunes filles sont des points sensibles et courtisés par le programme. Selon certaines sources, « Chaque année, ce programme, à fort caractère social, permet de nourrir plus de 90 000 élèves en moyenne. Mais encore, la gratuité de l'école préscolaire et primaire change tout, surtout pour les filles, dont la scolarisation n'est plus perçue comme une dépense inutile ».

Notons que cette initiative personnelle vise non seulement à soutenir les parents dans la prise en charge de leurs enfants scolarisés, mais aussi pour encourager la population à aller vers l'éducation pour tous. School Assur a permis également de motiver les élèves aux études et surtout l'excellence dans le travail. Les taux élevés des résultats des différents examens de cette année au Togo sont révélateurs.

**Carole A.**

## Le fonds Tinga: Près de 2000 ménages sont connectés



**Le PM Victoire  
Tomégah-Dogbé**

Le fonds Tinga qui est dans sa phase pilote enregistre déjà près de 2000 ménages bénéficiaires. Ils sont connectés à l'électricité grâce à ce fonds. Cette information provient de sources officielles interrogées par l'agence Afreepress.

Selon les informations de cette sources, près de 2000 ménages sont à ce jour, connectés à l'électricité grâce à ce fonds.

Lancée en avril 2022, cette initiative gouvernementale vise à connecter au réseau électrique, dans un premier temps, 305 localités dans les régions des Savanes et de la Kara. Elle sera ensuite étendue à tout le territoire.

L'objectif, selon le gouvernement, est de toucher environ 33 000 ménages au cours de cette première phase du projet. Ceci, contre le paiement d'un frais d'accès de 1000 FCFA, les populations pourront bénéficier de l'électricité

et rembourser le reliquat sur une période allant jusqu'à 10 ans.

En rappel, cette phase pilote va durer environ 9 mois, va nécessiter une enveloppe de 3 milliards de FCFA qui sera mobilisée par l'Etat togolais.

**Carole A.**

**CHRONIQUE**  
*de la Semaine*

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest  
Récépissé n°0338/05/03/08  
28 BP : 23 Lomé - Togo  
Tél: 92 40 38 43/70 35 35 97  
Société de Presse : CHRONIQUE  
DE LA SEMAINE SARL-U

**Responsable**

**Julienne Pawimondom  
BELEI-ALIZIOU**

**Directeur de la Publication**

**Daniel E. ASSOTE  
Tél. 92 40 38 43**

**Rédactrice en Chef**

Ampiaba AGHEY-LAWSON

**Rédaction**

Carole A., Daniel A., Kapo A.

**Imprimerie SDR/Tirage : 2000 ex.**

Chaque jeudi dans  
les kiosques



## Terrorisme au Togo /rencontre entre gouvernement et partis politiques :

# Malgré l'urgence de l'heure, la DMK sombre toujours dans sa politique politicienne

Après leur rencontre le jeudi 4 août dernier avec des membres du gouvernement avec à leur tête le Premier ministre, Victoire Tomegah-Dogbé autour de la question de l'extrémisme violent et les attaques terroristes qui ont récemment touché le Togo, les états major des partis politiques donnent leur appréciation. Ainsi, si en-dehors de leur souhait de discuter directement avec le président République Faure Gnassingbé en lieu et place de la cheffe de l'exécutif, tous les participants ont félicité l'initiative du gouvernement, la dynamique monsieur Kpodzro (DMK) comme à l'accoutumée, ne trouve rien de bon.

Suite à la dernière attaque terroriste meurtrière au nord du Togo qui a fait plus de 26 victimes, le gouvernement a grâce à la politique de dialogue, de concertation continue et surtout du sens élevé de l'écoute de population du président de la République Faure Gnassingbé, a répondu favorablement à l'appel de l'opinion nationale. Celui de la concertation des forces vives de la nation pour mieux mener la lutte contre les hommes sans foi ni loi qui menacent la quiétude de la population. Au sortir de la rencontre convoquée par les gouvernants, on note que plusieurs représentants de partis politiques ont loué l'initiative gouvernementale de rencontrer les politiques sur cette lancinante question du terrorisme. Pour le gouvernement, il y a un front com-

mun qui se dessine face à l'agression inacceptable.

« Cette rencontre s'inscrit dans la logique des consultations que le président de la République avait déjà engagées avec différents acteurs, y compris les populations de la région des Savanes. Cette réunion a rencontré le souhait des partis politiques d'échanger avec le gouvernement sur les préoccupations de l'heure concernant les attaques terroristes dont notre pays est victime depuis un certain temps », a lancé Christian Trimua, ministre des droits de l'homme.

La rencontre, selon le porte-parole du gouvernement, a permis de présenter l'état de la sécurité dans la sous-région, l'origine du terrorisme dans la sous-région, l'impact que cela a sur le territoire togolais et sa population et toutes les dispositions



Les responsables de la DMK lors de la conférence de presse

et mesures que le gouvernement a prises d'un point de vue sécuritaire, militaire, économique, social et toutes les mesures d'accompagnement déployées.

« Les échanges nous ont permis d'avoir le regard des partis politiques sur le phénomène, leurs propositions pour compléter les actions que le gouvernement a déjà menées. Ils ont également partagé les réflexions sur la nécessité pour tous les acteurs politiques d'être unis et de faire un front commun face à l'agression inacceptable dont le pays est victime.

« Tous les partis politiques sont d'accord aujourd'hui d'agir d'un commun accord pour repousser l'agresseur hors de nos frontières togolaises et de faire en

sorte qu'il ne rentre pas sur notre territoire et que nos populations se sentent véritablement protégées », a lancé le ministre. De nombreuses propositions et contributions ont été faites par les acteurs politiques. Celles-ci seront prises en compte dans les décisions finales, dit-on du côté gouvernemental. Une réaction soutenue par l'opposant Ohin Elliot de l'UFC « il faut éviter que ce phénomène très dangereux ne s'étende sur tout le territoire ». Tout comme Elliot Ohin, tous les représentants des 25 partis politiques présents sur 29 invités se sont visiblement engagés à collaborer aux côtés du gouvernement pour l'aboutissement heureux de ce combat tout en souhaitant de telle rencontre de temps

en temps. Pendant ce temps où les autres sont préoccupés par la situation sécuritaire de l'heure, la DMK d'ailleurs dont la présence à surpris plus d'un, n'avait aucune réflexion d'autre que de peindre en noir la démarche du gouvernement

En conférence de presse le vendredi pour rendre compte de cette réunion d'information, la Dynamique Mgr Kpodzro (DMK) a annoncé que 4 de ses partis politiques membres y ont pris part. Cette entité de l'opposition ne voit pas d'un bon œil cette réunion que plusieurs acteurs politiques ont appréciée.

« Nous qualifions cette réunion d'une fuite en avant et une instrumentalisation de la grave question sécuritaire à laquelle notre pays est confronté. », déclare la déclaration. « Le régime vient d'échouer encore une fois dans sa fuite en avant et l'instrumentalisation de la crise sécuritaire en vue de divertir les Togolais et de se maintenir au pouvoir », ajoute la déclaration. Cette sortie médiatique des citoyens de la République des champs de maïs a profondé-

Suite à la page 4

## Promotion du génie togolais :

# Le Portraitiste Akoégbé SATCHI reçu à la présidence

Il l'a promis et l'a fait. À l'occasion de l'anniversaire du Chef de l'État Faure Gnassingbé célébré chaque 6 juin, les Togolais expriment de différentes manières leur sympathie et leur joie à ce dernier. Pour la commémoration du 6 juin 2020, parmi les cadeaux et messages adressés au Président de la République, un spécialement retenu son attention : le joli portrait de lui, réalisé par un jeune créatif graphiste et portraitiste, Koamivi Akoégbé SATCHI. « Nous avons décidé il y a quelques semaines de célébrer les leaders togolais qui marquent notre génération dans tous les secteurs d'activités. C'est dans ce sens que nous avons voulu démontrer au chef de l'État notre affection et lui montrer que la jeunesse togolaise a beaucoup de talent à revendre » a indiqué Kaporal Wisdom, le manager de Akoégbé SATCHI. Le chef-d'œuvre a séduit le président qui lui a promis une audience dès lors que son emploi du temps le permettait.

En effet, marqué par le génie de ce jeune créateur et dans sa politique de la promotion des artistes et surtout de l'auto-emploi des jeunes, le président Faure Gnassingbé n'a pas hésité à lui adresser ses remerciements avant de lui faire la promesse d'une audience au palais de la République. « Je suis heureux de découvrir ce beau chef-d'œuvre que vous avez bien voulu m'of-

frir(...). Ce sera pour moi un plaisir de vous accorder une audience dès que mon agenda le permettra » avait écrit le chef de l'État. Comme à son habitude, le numéro un a tenu parole, en honorant à sa promesse. Retardée par les contraintes de la crise sanitaire à coronavirus et aussi de l'emploi du temps souvent très chargé, l'audience présidentielle promise s'est tenue malgré tout le vendredi 5 août



Le Portraitiste Akoégbé SATCHI et Kaporal Wisdom reçus à la Présidence

2022 au grand bonheur de l'artiste. Le graphiste Koamivi Akoégbé Satchi a été reçu par la Ministre Secrétaire Général de la Présidence Sandra Ablamba Johnson. Le tableau a été présenté à la ministre et à ses collaborateurs vendredi dernier.

En compagnie de l'artiste Kaporal Wisdom qui a apporté l'information au chef de l'État en 2020, ils ont ensemble remercié les autorités

pour cette marque de reconnaissance des jeunes talents togolais. « C'est une joie immense que je ressens et que je ne saurai cacher. Très franchement, c'était une surprise et je peux affirmer que la promesse qui nous a été faite, a été tenue », a indiqué Akoégbé SATCHI. Son manager a pour sa part témoigné la volonté et l'engagement manifeste du président de la République à promouvoir les

valeurs et les talents des jeunes togolais. « C'est un acte d'engagement à l'endroit de tous ceux qui par leur génie contribuent à promouvoir les valeurs et les richesses de notre pays », a écrit l'artiste Kaporal Wisdom.

Rappelons que Koamivi Akoégbé SATCHI n'est pas artiste plasticien. C'est un jeune graphiste qui compte déjà plus de 10 ans d'expérience dans le domaine. Directeur artistique de l'agence Harmonies Media, il met son talent au service de plusieurs entreprises nationales et internationales. Il maîtrise son domaine et a une parfaite connaissance des logiciels Photoshop, Illustrator, Indesign, Fruity Loops, Cinéma 4D, ou office. Il a déjà réalisé plusieurs panneaux et affiches qui embellissent les rues de la capitale togolaise.

Essobiou A.



## Togo : Halte à l'utilisation « abusive » des images du Chef de l'Etat et d'autres autorités

Au Togo, tout comme dans tous les pays du monde, l'utilisation des images du Chef de l'Etat ainsi que d'autres personnalités publiques est réglementée par un certain nombre de conditions. Et selon le ministère de la Communication et des Médias, des sanctions seront infligées aux contrevenants à la règle. Dans un récent communiqué sur son compte Twitter, le Ministère de la Communication et des Médias a informé la population togolaise qu'il est formellement interdit, sans consentement préalable, de faire usage des images des personnalités publiques à des fins commerciales. Par ailleurs, l'institution publique a rappelé notamment aux instigateurs des montages repris sur le web en particulier, que l'utilisation des images de personnalités publiques obéit à une réglementation légale. « Les images du président de la République, du Premier Ministre et autres personnalités ne doivent pas être utilisées pour quelque entreprise publicitaire que ce soit sans leur consentement, sous peine de poursuites judiciaires », peut-on lire dans le document officiel. Si jusqu'à ce jour la justice est



Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé

restée silencieuse, ce n'est pas une carence ou une faiblesse de la loi. Cette sortie du patron des médias ne surprend guère. Lorsqu'on sait que plusieurs personnes croupissent en prison au Sénégal et dans beaucoup d'autres pays pour avoir caricaturé l'image de leur président de la République.

Daniel A.

## Robert Dussey, témoin oculaire de la signature de l'accord de Doha

Le général Mahamat Idriss Deby Itno, le chef de la junte tchadienne, a scellé lundi à Doha au Qatar un accord avec une quarantaine de factions rebelles. La cérémonie de signature de cet accord de Doha pour 'la paix et la participation des mouvements politico-militaires au dialogue national, inclusif



et souverain tchadien', a connu la présence de Robert Dussey, le ministre togolais des affaires étrangères. Le chef de la diplomatie togolaise, dans un post sur ses pages sociales, a justifié sa présence. « Le président Faure Gnassingbé se tient aux côtés du gouvernement et du peuple tchadien pour la paix », écrit le ministre togolais.

Il faut rappeler qu'avant d'être témoin oculaire de cet accord politique dit historique avec 42 des 47 groupes armés, Prof. Dussey était à N'djamena le 3 août dernier, pour une visite de travail. Il a été reçu par le chef de la junte.

L'accord dont il est question donne le ton à un dialogue politique

qui s'ouvre le 20 août à N'djamena, la capitale tchadienne. Il inclut un cessez-le-feu général et l'assurance de la sécurité des membres des groupes rebelles afin qu'ils participent pleinement au dialogue.

Parmi les 5 groupes armés qui n'ont pas signé cet accord, se trouvent 2 groupes rebelles importants.

L'un d'eux, le FACT, qui était à l'origine de l'attaque qui a conduit à la mort d'Idriss Deby Itno, a qualifié ce déplacement de Doha de 'dialogue biaisé d'avance'.

Mais pour les autorités tchadiennes, c'est déjà un grand pas.

Ampiaba A.

## Terrorisme au Togo /rencontre entre gouvernement et partis politiques : Malgré l'urgence de l'heure, la DMK sombre toujours dans sa politique politicienne

Suite de la page 3

ment choqué certains qui ne connaissent pas encore le degré élevé de l'inconscience et de l'insouciance des responsables de la DMK face aux souffrances des populations qu'ils prétendent aimer et chercher à sauver plus que quiconque. En effet, à la suite de la rencontre avec le Premier ministre, la DMK parle d'instrumentalisation.

Mais, franchement, entre le gouvernement et la DMK qui a commencé à faire une récupération politique avec le malheur de compatriotes égorés ? Encore une fois, nous sommes en pleine récupération politique. Plusieurs autres partis politiques ont participé à cette rencontre et aucun n'a parlé d'instrumentalisation. Il n'y a que la DMK qui voit le diable partout.

Quoi qu'il en soit, Faure Gnassingbé et son gouvernement sont aujourd'hui à la tête du pays. Et si des initiatives qu'ils prennent en faveur des populations doivent leur valoir des gains politiques, cela n'est que logique. La DMK aurait peut-être voulu que le pays soit à feu et à sang pour traiter le régime d'incapable ? Nous ne voulons

pas penser cela de ces grandes dames et de ces grands messieurs. Par moment, il faut que la DMK apprenne à se faire un peu respecter.

Par ailleurs les représentants de la DMK disent avoir saisi la perche pour demander la libération des détenus politiques et la levée des poursuites contre les leaders politiques de l'opposition. Décidément la DMK ne cessera d'étonner les Togolais par les incohérences dans ses démarches. En ce moment où toute la nation, le chef de l'Etat en tête a totalement concentré toute son énergie pour combattre le terrorisme au Togo en général et dans les savanes en particulier, Mme Adjamagbo Kafui et ses acolytes veulent distraire encore le peuple mobilisé pour la sécurité nationale avec des questions inopportunes.

Donc, Agbéyomé Kodjo, Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson et les autres pensaient que le gouvernement allait leur offrir aussi facilement un show politique dans une rencontre de crise terroriste après avoir boycotté délibérément le cadre permanent de concertation (CPC) où tous les sujets socopolitiques sans tabou se discutent ? En tout cas l'indifférence des autres partis de

l'opposition à ces sujets politique soulevés par la DMK en dit long.

Le comble, alors que les membres de la DMK continuent de vilipender le régime de Faure Gnassingbé partout, portent de graves accusations contre lui, désavouent la légitimité de ce dernier, réclament une prétendue victoire, et ont mis en place leur équipe gouvernementale virtuelle, pensaient-ils paradoxalement pouvoir le rencontrer dans le cadre de la lutte contre le terrorisme pour ensuite brandir cela comme un trophée de guerre ? Tout porte à croire que malgré ses positions tranchées, le souhait le plus ardent de la coordinatrice Adjamagbo, c'est de rencontrer le numéro un togolais pour discuter avec lui. Il est peut être concevable qu'une certaine opinion puisse penser que le chef de l'Etat devrait être personnellement présent à cette rencontre. Mais que ce désir vienne de la DMK qui trouve que l'absence du chef de l'Etat est « un mépris pour les partis politiques », beaucoup s'interrogent. Tout compte fait, une rencontre faite directement avec le président de la République n'est pas une mauvaise idée.

Mais, une rencontre

avec le Premier ministre n'est pas moins importante. Si Faure Gnassingbé a nommé une de ses plus fidèles collaborateurs à ce poste, ce n'est pas pour décorer la primature. Madame Tomégah Dogbé représente valablement son patron, lui rend certainement régulièrement et fidèlement compte et reçoit sans l'ombre d'un doute des instructions de lui. Cela veut dire qu'une telle initiative n'a pu avoir lieu, sans le consentement du chef de l'Etat. Le chef de l'Exécutif est aux commandes de cette lutte. Dès 2018, il a senti la menace venir et a pris des dispositions pour mettre en place une opération spéciale dénommée « opération Koundjoaré ». On peut d'ailleurs se demander, ce que serait aujourd'hui notre pays, si cette opération n'existait pas ? C'est une question qu'il faut légitimement se poser.

Les terroristes sont arrivés par moment à trouver des failles. Mais, la situation aurait été certainement pire si le chef de l'Etat n'avait pas anticipé. Et puis, ce n'est pas comme si Faure Gnassingbé est resté les bras croisés depuis le début des attaques dans la région des Savanes. Non seulement le président de la République rend régulière-

ment visite aux troupes pour les encourager et les motiver, mais aussi, le chef suprême des armées a tenu une importante rencontre avec les populations de la région. Donc, le fait de ne pas rencontrer les acteurs politiques personnellement, n'est pas un problème. Cela n'aura aucune répercussion négative sur cette lutte si tous les acteurs sont de bonne foi.

D'ailleurs, à cette rencontre, l'on a enregistré la présence de 25 partis politiques sur 29 invités. Cela montre qu'il y a une forte adhésion à l'initiative. Et fait intéressant, aucun des participants n'a estimé que l'absence du président de la République à cette rencontre est un manque d'égard envers les leaders des partis politiques. Les différentes composantes de la classe politique nationale sont tous d'accord que nous sommes dans le même bateau et que s'il coule, il n'y aura plus de pays à gouverner. Et aucun d'eux ne pourra prétendre dans un avenir proche ou lointain briguer un mandat. Alors, les Togolais doivent éviter de laisser la proie pour poursuivre son ombre.

Daniel A.



## L'UPHETO : Thaddée Dieudonné Kossivi prend la tête de l'Union

Réunis le samedi 6 août dernier au centre GMK d'Adetikopé à Lomé, dans le cadre de leur 2ème assemblée générale ordinaire, les membres de l'Union des Personnes Handicapées Élués du Togo (UPHETO) a renouvelé leur équipe dirigeante. Après l'élection M. Thaddée Dieudonné Kossivi Dédété, a pris la tête de l'UPHETO, en remplacement de M. Akakpo-Numado Enyonam.



tion d'une société togolaise plus harmonieuse.

Cette 2ème assemblée générale ordinaire a permis aux membres de faire le bilan des activités durant les deux années écoulées et d'examiner les défis auxquels l'union est

de chaque élu, personne handicapée au cours de son mandat tout en félicitant le nouveau président pour son dévouement à la cause des personnes handicapées. Il a émis le souhait de voir un plus grand nombre de personnes handicapées élues à l'issue des élections régionales et législatives à venir.

M. Thaddée Dieudonné Kossivi Dédété, le nouveau président de l'UPHETO a, avant tout, reconnu et apprécié le leadership du président de la République, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé et l'ensemble de son gouvernement pour la politique d'inclusion et de cohésion de la jeunesse, du genre et des personnes handicapées dans notre pays et a remercié son prédécesseur et l'ensemble de ses pairs pour la qualité de la cohésion de l'union et pour le travail minutieux accompli. Il a exhorté chacun à redoubler d'ardeur afin qu'ensemble, les défis auxquels l'union est confrontée soient relevés au cours de son mandat.

Essobiou A.

Créée le 4 juillet 2020, l'UPHETO regroupe les élus nationaux et locaux, personnes handicapées sur toute l'étendue du territoire togolais. L'union a pour objectif de promouvoir la participation politique et citoyenne des personnes handicapées sur tous les plans, en vue d'œuvrer pour la construc-

confrontée. Elle a aussi permis le renouvellement des instances de l'Union et c'est désormais, M. Thaddée Dieudonné Kossivi Dédété, maire de la commune de Ogou 3 qui est élu président de l'UPHETO, en remplacement de M. Akakpo-Numado Enyonam. Le président sortant a apprécié l'engagement

## Bonne nouvelle pour 6 enseignants exclus pour manquements graves

Le ministre de la Fonction publique, du travail et du dialogue social Gilbert Bawara rappelle à l'activité 6 enseignants exclus il y a quelques semaines, de l'administration publique. Le ministre a rendu publique un arrêté ministériel à cet effet. Selon le ministre, les enseignants en question sont rappelés à l'activité et remis à la disposition du ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat. Il s'agit des nommés Efabi Alfa, n° mle 083462-Y, professeur des collèges d'enseignement général de 2ème classe 1er échelon, Yao Mawuwodo, n° mle 093891-D, professeur des collèges d'enseignement général de 3° classe 3° échelon. Il est mentionné également

Niyosu Yao Mensa Egbelo, n°mle 083883-D, instituteur de 2e classe 4e échelon, Djékra Katega, n° mle 096303-H, instituteur de 2e classe 2e échelon, Kpata Maena, n° mle 096096-A, instituteur de 2e classe 2e échelon. On note enfin Kodjovi Mawuko nyonato, n° mle 074907-D, instituteur de 1ère classe 3 échelon. La décision du ministre Bawara a pris immédiatement effet depuis le début de la semaine. Rappelons que les enseignants avaient été exclus suite au bras de fer qu'il y



Le ministre Bawara Gilbert de la Fonction Publique

avait eu entre le gouvernement et le Syndicat des enseignants du Togo (SET). Gilbert Bawara leur reprochait des « manquements graves aux lois et règlements en vigueur et aux normes d'éthique et de déontologie régissant les fonctionnaires ».

Carole A.

## le nouveau bureau du Conseil de l'Ordre national des pharmaciens décline son orientation au Premier ministre

Une délégation de l'ordre national des pharmaciens du Togo conduite par son président sortant, Dr Innocent Kpéto a introduit le mardi 09 août 2022 à Mme le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, le nouveau bureau du Conseil in-

vesti le 22 juillet dernier. Les discussions à la Primature ont également porté sur l'exercice de la profession au Togo. Après deux mandats de 4 ans passés à la tête du Conseil de l'ordre national des pharmaciens du Togo, Dr innocent Kpéto passe le té-

moins au Dr Tufa Yawo Nyasenu élu nouveau président le 29 juin 2022 et investi le 22 juillet dernier. À l'heure du bilan, le bureau sortant affirme avoir travaillé pour consolider l'assise institutionnelle de l'ordre et renforcer

Suite à la page 6

## Togo : Les trois étapes essentielles à suivre pour établir le titre foncier

Au Togo tout comme dans les autres pays africains, la question foncière est une équation à plusieurs inconnues. Des conflits ouverts entre des communautés ou collectivités rivales se réclamant propriétaires terriens, en plus de lourdeurs administratives et d'autres difficultés jaillissent sur l'acqureur de bonne foi qui se retrouve parfois dans l'incapacité de jouir pleinement de son bien. Pour réduire au maximum le risque, la loi recommande l'immatriculation du bien immobilier. Ainsi, au Togo, l'immatriculation d'un terrain permet d'obtenir un document appelé titre foncier. Ce titre confirme définitivement les droits de l'acheteur sur le terrain. Jadis très complexe, aujourd'hui, cette procédure a été considérablement simplifiée et se déroule en 3 étapes.



### Le TITRE FONCIER

Voici les trois étapes essentielles à suivre pour établir le titre foncier selon le nouveau code foncier :

1- Etape du Géomètre.

Il fait le levé et dresse le plan du terrain et constitue un dossier :

- le plan du terrain.

- le reçu de vente du terrain ou tout autre document constituant un acte de propriété.

- la copie de la carte d'identité nation, passeport en cours de validité ou carte d'électeur.

Ce document constitué est soumis au guichet unique du titre foncier (GUTF) pour étude (voir si le terrain ne se trouve pas dans le domaine de l'État, s'il n'est grevé d'aucune charge. Bref voir si le terrain n'est assujéti à aucun problème).

Après cette étude, le GUTF donne son avis : rejet ou favorable.

- s'il y a un problème lié au dossier, il est rejeté suivi du motif du rejet pour rectification.

- s'il y a aucun problème lié au dossier, le dossier est accepté suivi d'un avis favorable. Le dossier doit donc poursuivre le processus.

2 - Etape du Notaire.

Le dossier validé au GUTF est transmis au notaire pour un acte notarié.

3 - Etape de l'Office Togolais des Recettes (OTR)

L'acte notarié est transmis à l'OTR pour le calcul des frais à payer pour établissement du titre foncier. Dès le paiement intégral de ces frais, le processus du titre foncier est enclenché. N.B : Les déten-

teurs de plan 3 tampons désireux de se faire établir un titre foncier doivent commencer le processus à partir de la deuxième étape : étape du notaire

Les étrangers désireux d'acquérir un terrain et se faire établir un titre foncier doivent recevoir du Président de la République une autorisation.

SVP, renseignez-vous bien avant de vous lancer dans le domaine foncier.

### LE SAVIEZ-VOUS ?

Le plan « 3 tampons » n'est pas un titre de propriété sur un terrain. Seul le Titre Foncier vous confère un droit de propriété absolu et vous assure d'une occupation légale de votre terrain.

Le plan « 3 tampons » ne vous servira plus à partir du 02 mai 2024. Si vous ne faites pas de Titre Foncier avant cette date, vous serez obligés de reprendre le plan certifié selon les nouvelles dispositions. Plus tôt vous faite votre Titre Foncier, moins vous payez. Le coût d'immatriculation d'un immeuble dépend de la valeur vénale (actuelle) du terrain. Or chaque année, la valeur vénale augmente et cela agit considérablement sur les frais d'immatriculation.

Par exemple, vous pouvez payer votre terrain en 2010 lorsque la valeur était à 500.000 FCFA. Mais aujourd'hui (10ans plus tard) la valeur peut être de 3.000.000 FCFA. Les calculs vous seront faits selon la valeur actuelle (3.000.000).

Essobiou A.



## Au lieu d'une amnistie, Laurent Gbagbo gratifié d'une grâce présidentielle

### Un guet-apens de Ouattara déjà mis à nu

**Le Président Ouattara, malgré la promesse faite à ses partenaires européens et notamment la France, ne parvient pas à pacifier le climat politique dans son pays. Le torchon brûle à nouveau entre les deux frères ennemis ivoiriens. Laurent Gbagbo a fait savoir, via un porte parole autorisé, le mardi 9 août 2022 à Abidjan qu'il refusent la grâce présidentielle octroyée par le président ivoirien Ouattara samedi dernier 7 août**



Le président ivoirien Alassane Ouattara a annoncé avoir accordé sa grâce à son prédécesseur et ancien rival Laurent Gbagbo, sous le coup d'une peine de vingt ans de prison dans son pays à la suite de la crise post-électorale de 2010-2011. L'opération de communication avait été rondement menée, l'annonce faite samedi soir, veille d'un dimanche et d'un lundi fériés, à l'occasion du 62e anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, mais sans que les principaux médias puissent recouper l'information auprès des principaux intéressés. Seule RFI dans sa revue de presse « Afrique » du week end, toujours bien informée, avait noté qu'il s'agissait là d' « un faux pas vers la réconciliation ».

« Dans le souci de renforcer la cohésion sociale, j'ai signé un décret accordant la grâce présidentielle à M. Laurent Gbagbo », avait déclaré Alassane Ouattara. Sauf que le chef de l'Etat ivoirien n'avait pas demandé son avis au principal intéressé. Lequel devait faire savoir finalement qu'il n'est pas question pour lui d'accepter d'être gracié d'une condamnation qui, selon lui, a été prononcée par défaut et en dehors de tout cadre légal: aucune convocation n'avait été remise à Laurent Gbagbo; la possibilité d'un appel n'avait pas été ouverte; et enfin et surtout « le casse » de la BCEAO qui avait valu à l'ancien Président ivoirien une condamnation à vingt ans de prison en 2018, l'aurait été sans la moindre preuve. La manoeuvre judiciaire était en effet grossière à la veille d'échéances politiques importantes. Le chef de

l'Etat ivoirien a également annoncé avoir demandé « qu'il soit procédé au dégel de ses comptes et au paiement de ses arriérés de ses rentes viagères ». Toutes ces annonces ne font ni chaud ni froid à l'ancien président et son nouveau parti. Laurent Gbagbo rejette toute grâce présidentielle. Le nouveau parti de Laurent Gbagbo ne veut pas de grâce présidentielle. C'est un non-événement, si on se fie en substance au message de son porte-parole, Justin Koné Katinan. Ce dernier ne comprend pas comment on peut condamner une personne blanchie par la justice internationale jusqu'à parler de grâce. L'attente du Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire (Ppa-CI), c'est l'amnistie et les efforts du parti convergent vers cet objectif.

« Comment quelqu'un dont l'intégrité » est reconnue malgré les multiples enquêtes et procédures peut être gracié ? se demande son porte-parole Justin Koné Katinan. Pour des faits qui n'existent pas et qui n'ont jamais existé, pas la peine d'entendre parler d'une grâce.

Le PPA-CI rassure que l'ancien président n'a aucun autre compte bancaire ailleurs et n'a jamais détourné d'argent. Raison de plus pour ne pas le considérer comme un « braqueur » dans l'affaire dite de « casse de la BCEAO ».

La condamnation de Laurent Gbagbo est injuste car elle viole même les lois de la Côte d'Ivoire selon son parti. Les militants et sympathisants sont en ordre de bataille pour une amnistie. Pas de grâce pour les prisonniers politiques. Gbagbo et le PPA-CI rejettent la grâce présidentielle de Ouattara aussi parce qu'elle n'annule pas la condamnation, elle ne lave pas le casier judiciaire de Gbagbo, comme si c'était une amnistie, et donc il ne pourra pas se présenter en 2025. La grâce présidentielle de Ouattara est perçue comme un blocus à une éventuelle candidature de Laurent Gbagbo.

Clairement la situation se tend de nouveau à Abidjan. D'autant que l'alliance conclue entre les deux formations politiques des anciens Présidents Gbagbo et Bédié semble plus forte que jamais. Journal Le Temps, proche parmi les proches de Laurent Gbagbo, qualifie cette grâce de « fausse route », et dénonce « une absence criante et injustifiée de volonté à aller résolument à la réconciliation ». Selon lui, « Ouattara laisse les Ivoiriens sur leur faim. On pensait qu'il allait libérer tous les prisonniers civils et militaires. Que nenni ! », lancera encore Le Temps. Le refus du pouvoir de libérer tous les prisonniers politiques a certainement pesé dans la décision de Laurent Gbagbo de fermer la porte à un éventuel compromis avec son rival de toujours.

Daniel A.

## Astuces

### Mousson au Togo : que risque-t-on lorsqu'il fait froid ?



Un vent tropical relativement frais souffle au Togo depuis quelques semaines déjà. La période de mousson est souvent synonyme d'aggravation de maladies cardiovasculaires et respiratoires (bronchite chronique, asthme, drépanocytose ...). Une trop grande exposition au froid pourrait causer de graves conséquences sur la santé. Voici quelques conseils pour se protéger du froid, essentiellement utiles pour des personnes fragiles. Changez vos habitudes vestimentaires

En période de grand froid, il est souhaitable de bien se couvrir, de superposer plusieurs couches, plutôt que de se contenter d'un seul gros pull. Cependant, les vêtements serrés qui gênent la circulation sanguine sont à éviter. Certaines parties du corps sont à protéger tout particulièrement : tête, cou et mains, ainsi que le nez ou la bouche (au grand merci à la Covid-19 pour le port du cache-nez pour respirer un air moins froid).

Pour protéger les extrémités (mains, pieds) qui refroidissent plus vite, porter des gants et des chaussures fermées.

#### Il ne sert à rien de trop manger

Le froid stimule la faim. Manger équilibré oui ! Mais, le froid ne doit pas servir d'ex-

cuse pour se gaver de biscuits au chocolat et autres douceurs ! Une nourriture équilibrée (et de préférence chaude) suffira à assurer les besoins énergétiques.

#### Buvez suffisamment

L'air froid a tendance à dessécher les muqueuses, il faut donc veiller à bien s'hydrater. Privilégiez les boissons chaudes, elles peuvent être agréables et réconfortantes, mais elles ne réchauffent pas plus qu'un simple verre d'eau. Evitez l'alcool, il donne simplement une fausse sensation de chaleur.

#### Prenez soin des plus vulnérables

Les bébés, les très jeunes enfants et les personnes âgées sont particulièrement vulnérables aux effets du froid.

Soyez à l'écoute de votre corps

Les frissons sont une « seconde ligne de défense » de l'organisme face au froid, les fibres musculaires superficielles se contractant pour accroître la production de chaleur. Leur apparition signale donc que l'organisme peine à réguler la température interne. Quand les frissons apparaissent, il est temps de rentrer ou de se couvrir ! Africatop

## Le nouveau bureau du Conseil de l'Ordre national des pharmaciens décline son orientation au Premier ministre

### Suite de la page 5

son action aux côtés du gouvernement dans les actions de santé, la lutte contre les faux médicaments, l'engagement dans la lutte contre les nouveaux défis de santé publique et le contrôle de l'accès à la profession. « Nous avons inscrit pendant nos deux mandats au tableau de l'ordre, plus de 200 pharmaciens puisque nous sommes passés de 150 à 360 pharmaciens aujourd'hui au tableau, c'est aussi ça le bilan parce que c'est l'action cen-



Dr Tufa Yawo Nyasenu, nouveau président de l'ordre national des pharmaciens du Togo

trale de l'ordre », a indiqué Dr Kpéto.

« Aujourd'hui pour nous au niveau du conseil de l'ordre, c'est de pouvoir continuer sur

tout ce qui est acquis au niveau de notre profession. Et aussi, les missions qui nous sont assignées par le législateur ; notamment, la stricte observance du code de déontologie par les pharmaciens, de veiller aussi à la compétence de ces pharmaciens qui sont les meilleurs spécialistes du médicament

et qui vont contribuer à rendre disponibles ces médicaments de qualité sur toute l'étendue du territoire. Nous allons continuer aux côtés de nos gouvernants à promouvoir la santé publique et la qualité des soins. », s'est confié Dr Tufa Yawo Nyasenu, nouveau président de l'ordre national des pharmaciens du Togo. Le nouveau président dirige un conseil de 09 conseillers dont 06 sont membres du bureau.

Daniel A.



## Premier championnat de la course des chevaux au Togo Bakaridja Djobo sacré champion

**Tchamba, chef-lieu de la préfecture de Tchamba située à environ 350 kilomètres de la capitale au Centre-Est du Togo, a accueilli le samedi 6 août dernier, le premier championnat national de la course des chevaux du Togo.**



Organisé par la jeune Fédération des Sports Equestres du Togo (FeSET), à l'occasion de son premier anniversaire de création le 31 juillet dernier, cette compétition est l'une des premières activités majeures de la FeSET. 37 cavaliers venus de 7 villes et localités à savoir: Lomé, Bafilo, Sokodé, Kouloumi, Bassila, Kousountou et Tchamba ont pris départ à ce premier championnat national de course de chevaux. Le public qui a fait nombreux le déplacement du terrain du Lycée de la ville a eu droit à un spectacle grandeur nature durant plus d'une heure. Ainsi, c'est sur une piste en terre battue longue de 600 mètres, que les 37 coureurs se sont rivalisés d'ardeur et de spectacle lors des préliminaires.

En finale, c'est Bakaridja Djobo Abdel Akim de Tchamba et son cheval qui se sont montrés les plus

combatifs en franchissant en premier la ligne d'arrivée, devançant leurs challengers Jacob venu de Lomé et Aboubakar Zakari Faroukou de Sokodé. Bakaridja Djobo, devient donc le tout premier champion de la compétition. Il est reparti avec le trophée mis en jeu, une médaille d'or, un tapi pour cheval et une enveloppe financière. Le deuxième et le troisième ont eu respectivement droit à une médaille d'argent et une médaille de bronze, d'un tapis et d'une enveloppe financière d'encouragement. Pour service rendus en faveur de l'éclosion et du développement des sports équestres au Togo, des distinctions honorifiques ont été remises à plusieurs personnalités qui se sont investies pour le développement de ce sport au Togo. Du côté des organisateurs de ce premier championnat, c'est un pari gagné car la compétition était à la hauteur des attentes. «

Aujourd'hui, tout montre que les sports équestres commencent par rentrer dans les habitudes du public. Il y a un an que la FeSET est portée sur les fonts baptismaux. C'est donc à l'occasion de la célébration de ce premier anniversaire que nous avons organisé ce championnat national de course de chevaux, un sport est un élément culturel, facteur de cohésion sociale, de paix et de vivre ensemble.», a déclaré le président de la FeSET Hyman TEOURI avant d'ajouter « Nous avons vu qu'il y a des jeunes talents qui se sont montrés aguerris. Ils attendent seulement qu'on fasse leur promotion, c'est ce à quoi nous allons nous atteler dans toutes les disciplines. Nous saisissons cette occasion pour adresser un message de remerciement au chef de l'Etat Faure Gnassingbé et à son gouvernement pour leur multiples actions pour faire du sports un facteur de développement. Un merci à la ministre des sports et des loisirs Dr. Lidi BESSI KAMA» a-t-il précisé.

Il convient de rappeler que le 18 juin dernier, lors du lancement de ses activités pour le compte de cette année 2022, la FeSET avait organisé à l'hôtel Sarakawa à Lomé, le tournoi de Horse Ball et Équifun. Après ce premier championnat, d'autres activités notamment les formations et des randonnées sont attendues avant la fin de l'année.

CS

## Que retenir des législatives au Sénégal ?

Au Sénégal, au lendemain de la publication des résultats des législatives, le recul du camp présidentiel suscite toujours des interrogations. C'est en effet la première fois que la formation au pouvoir perd la majorité absolue dans le pays et devra s'appuyer sur d'autres forces au Parlement pour faire passer ses lois. Selon les résultats officiels provisoires, la coalition du président Macky Sall passe de 125 députés à 82, sur les 165 que compte l'Assemblée. L'opposition de son côté confirme sa dynamique déjà initiée lors des élections locales de janvier et gagne 80 sièges de députés : 56 pour la coalition Yewwi Askan Wi et 24 pour celle de Wallu Sénégal, qui ont formé une alliance pour ce scrutin législatif. Trois autres députés sont issus des rangs de trois autres petites coalitions de partis. «Yewwi Askan

Wi» (Libérer le Peuple en wolof), la principale coalition de l'opposition, formée autour d'Ousmane Sonko, arrivé troisième de la présidentielle de 2019, s'est alliée pour les élections à la coalition «Wallu Sénégal» (Sauver le Sénégal, en wolof), dirigée par l'ancien président Abdoulaye Wade, élu député à l'âge de 96 ans. Après le vote, les chiffres remontant des commissions départementales de recensement des votes ont fait état d'un scrutin très serré. Les deux camps ont tout de suite revendiqué la victoire. Certains membres de l'opposition ont toutefois dénoncé des «bourrage d'urnes» et des «procès-verbaux préfabriqués et sans signature dans des localités du nord du Sénégal dont Matam, Podor, Ranérou et Kanel, des fiefs du président Sall. Le président Macky Sall s'est pour sa part félicité du bon déroulement des élections «dans le calme, la

sérénité et la transparence, sur l'étendue du territoire national». Aucun incident majeur n'a en effet été signalé durant le vote qui s'est déroulé dimanche (31.07) avec un taux de participation de 46,64% selon la CNRV.

Les observateurs internationaux de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et le Collectif d'organisations de la société civile pour les élections (COSCE) ont noté le caractère paisible et transparent du scrutin. Le Conseil constitutionnel dispose encore d'un délai de cinq jours s'il n'y a pas de recours pour publier les résultats définitifs.

Pour l'analyste politique sénégalais Pathé Mboj, les résultats publiés jeudi ne sont que le reflet d'une dynamique qui a commencé depuis quelques années déjà au Sénégal.

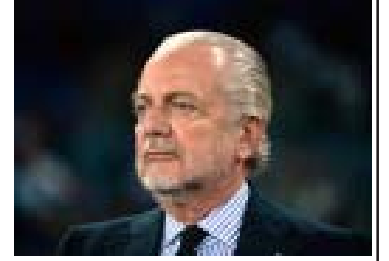
Jeune Afrique

## La CAF exhorte l'UEFA à ouvrir une enquête disciplinaire à l'encontre du président de Naples, Aurelio De Laurentiis suite à ses propos incendiaires

Après Kalidou Koulibaly, c'est au tour de la Confédération Africaine de Football (CAF) de réagir dans un communiqué, suite aux propos déplacés d'Aurelio De Laurentiis sur les joueurs africains jouant dans son équipe.

« Ne me parlez plus des footballeurs africains. Je n'en prendrai plus, tant que la Coupe d'Afrique des nations sera organisée au milieu de la saison. » Ces affirmations scandaleuses tenues récemment par Aurelio De Laurentiis, n'ont pas du tout plu à la CAF, laquelle se dit « consternée par les propos irresponsables et inacceptables tenus par le président du Napoli FC ».


« Les commentaires de De Laurentiis sont susceptibles de tomber sous le coup de l'article 14 du Règlement disciplinaire de l'UEFA. La CAF exhorte donc l'UEFA à ouvrir une enquête disciplinaire à son encontre », souligne la Confédération dans le communiqué, qui ne manque pas de rappeler par la suite à quel point la CAN est une des principales compétitions sur le plan mondial. L'article 14 en question dit : « Toute personne entrant dans le champ



d'application de l'article 3 qui porte atteinte à la dignité humaine d'une personne ou d'un groupe de personnes pour quelque motif que ce soit, y compris la couleur de la peau, la race, la religion, l'origine ethnique, le sexe ou l'orientation sexuelle, encourt une suspension d'au moins dix matches ou une durée déterminée, ou toute autre sanction appropriée. » La CAF s'interroge sur ce que le président de Naples peut penser des autres fédérations dans le monde : « Devons-nous supposer que le président du Napoli va inclure des conditions restrictives similaires pour les joueurs d'Amérique du Sud, d'Asie et d'autres confédérations, leur interdisant de participer à leurs compétitions continentales qui sont importantes pour le développement et la croissance du football dans le monde ? »

Afrika-plus.com

En mémoire de notre très cher & regretté



**N'yozi-Ngu Antoine KODOM**  
Ingénieur Agronome à la SOTOCO en retraite.  
endormi dans le Seigneur le 22 juin 2022 dans sa 78<sup>ème</sup> année

**PROGRAMME DES OBSEQUES**

**Mercredi 10 août 2022**  
18h30 à 20h : Veillée de prières et de chants en l'Eglise Saint Esprit de TOTSI - LOMÉ

**Vendredi 12 août 2022**  
18 h30 à 20h : Veillée de prières et de chants en l'Eglise Catholique Sacré Cœur de YADÉ

**Samedi 13 août 2022**  
5h à 8h : Exposition du corps dans la maison mortuaire, maison KODOM non loin du lycée YADÉ SODÉ (Route du centre émetteur)  
9h 00 : Messe d'enterrement en la même église suivie de l'inhumation au cimetière familial à YADÉ SODÉ

**Dimanche 14 août 2022**  
7h00 : Messe d'action de grâce en l'Eglise Catholique Sacré Cœur de YADÉ

Les salutations seront reçues sur le parvis de l'Eglise

Toutes les cérémonies se dérouleront dans le strict respect des mesures barrières anti COVID -19

La Route du développement passe par le développement de la route.

Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de réduire le temps d'arrêt au péage.

*Ceci est un message de la SAFER.*

Route nationale n°1 (Agoè Cacaveli) Lomé-Togo 08BP:8646 Tél: +228 22 51 88 55 / 56

LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS  
RESPECTEZ LES MESURES BARRIÈRES

## DOUANES AEROPORT

EXIGEZ LA QUITTANCE  
**SÉCURISÉE**  
CONTRE TOUT PAIEMENT

POUR TOUT ACTE DE CORRUPTION APPELEZ LE NUMÉRO VERT : **8280**



La douane se rend disponible aux voyageurs pour toute information et renseignement relative à ses services. En vue de lutter efficacement contre la corruption, l'OTR a mis un numéro vert, 8280, à la disposition des voyageurs pour dénoncer tout acte de corruption.

Web : [www.otr.tg](http://www.otr.tg)  
Email : [dodacp@otr.tg](mailto:dodacp@otr.tg) / [otr@otr.tg](mailto:otr@otr.tg)  
Tél : (douane aéroport) : +228 22 26 01 47